

Perspectives ethniques et stratégies sociales en Transylvanie

La seconde moitié du XV^e siècle et la première moitié du XVI^e siècle

FLORIAN DUMITRU SOPORAN

LA PÉRIODE de temps marquée par l'apogée de la croisade tardive et la formation de la Principauté autonome de Transylvanie, à la suite du succès remporté par l'offensive ottomane en Europe centrale, a connu des modifications notables en ce qui concerne l'évolution de la société et des institutions transylvaines. Ce temps de fin du Moyen Âge et de début de l'époque pré-moderne a intéressé les historiens surtout sous l'aspect de la dynamique politique et militaire et des évolutions confessionnelles – sujets de vifs débats dans les milieux historiographiques. L'ancien voïvodat de la périphérie du royaume de Hongrie devient la rampe de lancement des actions offensives anti-ottomanes des croisés, pour affirmer par la suite une nouvelle identité, sous la forme d'une principauté autonome placée sous la suzeraineté ottomane, avec un statut juridique similaire à celui des principautés roumaines du sud et de l'est des Carpates. Un autre sujet de grand intérêt pendant les dernières décennies concerne les effets des grandes vagues religieuses sur les communautés situées aux frontières de la chrétienté occidentale et dans les zones tangentes à l'orthodoxie. Des analyses historiques substantielles ont visé l'impact local de certains phénomènes européens, tels les réformes protestantes et catholiques ou la relation entre exclusivisme, tolérance et pragmatisme. Si au niveau de l'image, les princes, les chevaliers et les prélats ont joui d'une grande attention de la part des historiens, une restitution complète de l'époque ne saurait pas ignorer les structures collectives, la société transylvaine et les facteurs responsables autant des solidarités que des failles intérieures, ainsi que les influences activées à un certain moment par la proximité. Sans nier le rôle des personnalités, emblématiques par excellence à l'époque de la Renaissance et de la Contre - Réforme, une approche scientifique du passé est susceptible d'illustrer qu'elles ont agi dans un milieu social, ethnique et spirituel extrêmement complexe et que le succès de leurs projets a été directement proportionnel au support social qu'elles

ont su s'assurer au niveau régional et communautaire. Ce n'est pas que l'effet normal de la familiarité, comme forme d'évolution de la noblesse hongroise, mais plutôt l'expression de l'affirmation explicite des solidarités ethniques pendant les derniers siècles du Moyen Âge – tendance évidente au niveau des nations européennes. L'affirmation de la conscience ethnique des Hongrois à cette époque-là a vêtu la forme du nationalisme médiéval, fondé sur l'origine scythe et hunnique et accentué par l'esprit corporatif nobiliaire. Si ces états d'esprit ont généré sur le plan politique la soi-disant époque parlementaire dans l'histoire de la Hongrie médiévale¹, du point de vue de la fonctionnalité des politiques publiques, l'ascendant des institutions représentatives ont inhibé toute initiative visant la sauvegarde ou la modernisation du royaume. En Transylvanie, ce phénomène fut le reflet de lectures parallèles, chacune des communautés impliquées proposant une restitution propre et parfois contradictoire des événements, en fonction de l'agenda public moderne ou de leur propre manière d'opérer avec les symboles identitaires. Conçue comme pivot du projet dace², comme espace de la coexistence pacifique ou comme forme de résistance de l'idée d'État hongrois en dehors de l'universalisme cosmopolite de la Monarchie habsbourgeoise³, la Transylvanie a offert l'exemple d'une réalité extrêmement complexe, qui se soustrait à toute approche unilatérale. Les structures sociopolitiques cristallisées en Transylvanie représentent le triomphe théorique de la conception que les chroniques attribuent généralement au roi saint Étienne, fondée sur la croyance que le règne d'une seule langue (ethnie) est faible.⁴ Des communautés libres, les Sicules et les hôtes germaniques, ont commencé à s'affirmer en parallèle et parfois en concurrence avec la *nobilitatis*, qui détenait le pouvoir politique et administratif. Ces trois catégories – dont les deux premières se définissent dès le début par des attributs ethniques, alors que la troisième a assumé le discours identitaire hongrois – se déclarent à partir de cette période *nationes*, affirmant leurs formes spécifiques d'organisation et leurs particularismes législatifs et s'identifiant avec un territoire circonscrit par les diplômes royaux. S'y ajoute la population roumaine autochtone, restée généralement en dehors du système de privilèges, qui réussit tout de même à préserver ses institutions et son élite dans les régions frontalières. Au pluralisme ethnique correspond un pluralisme juridictionnel. La Transylvanie médiévale est un conglomérat institutionnel qui inclut, outre les sept comitats nobiliaires, le *fundus regius* et la *terra siculorum*. Le soi-disant Partium, qui groupait sept comitats royaux de l'Ouest, devient une partie de la nouvelle principauté autonome après 1541. Le résultat a été une similitude entre les différences ethniques et celles de droit, avec des conséquences au niveau des rapports de force. Les fondements de droit de l'existence des nations transylvaines, au sens corporatif de ce mot, sont, comme partout en Europe médiévale, les privilèges acquis de la part du pouvoir central et confirmés par les forums de légitimité universellement reconnus. La société médiévale est structurée conformément à ces distinctions, les privilèges ayant une signification proche de celle des droits dans les communautés modernes. Les privilèges octroyés par les autorités médiévales sont à perpétuité, appartenant à la

fois au bénéficiaire direct et à ses descendants. D'où l'importance de l'appartenance familiale et communautaire de l'individu, en relation directe avec le concept de *natio* et sa plurivalence sémantique. Dans le cas de la Transylvanie, il s'agit tant de privilèges individuels, octroyés à des serviteurs de la Couronne, que de privilèges collectifs, que le pouvoir concédait à des communautés importantes du point de vu militaire ou économique. C'est un cas unique d'identification entre l'appartenance ethnique et le statut de privilèges.⁵ Le corollaire institutionnel de cette symbiose est le régime des états, la structure de l'institution représentative du pays, dominée par le partenariat institutionnalisé des trois nations. L'originalité du système politique transylvain a suscité l'intérêt des historiens, qui ont accredité l'idée d'un modèle transylvain de la tolérance, de la survivance des minorités ethniques, et plus tard confessionnelles, à une époque où l'idée de l'État centralisé (identifié par la suite avec la nation) commençait de plus en plus à s'imposer en Europe.⁶ La tolérance n'est toutefois pas une valeur de la société médiévale, le discours ecclésial et celui patriotique se construisent sur l'idée de rupture, de différence par rapport à autrui, et peuvent conduire à l'hostilité et au conflit. Si la Transylvanie de la fin du Moyen Âge offre l'image d'une solidarité pluriethnique, on ne saurait ignorer qu'elle a eu dès le début un sens défensif, orienté contre les Turcs et tous ceux qui menaçaient les libertés des parties contractantes.⁷ La dimension conservatrice de ce partenariat a exclu la majorité roumaine, qui n'a pas pu s'imposer comme entité distincte dans le cadre du système corporatif de gouvernement. La période de l'engagement dans l'effort anti-ottoman et la guerre civile éclatée après la bataille de Mohacs dévoilent les failles existant au niveau de l'échafaudage politique transylvain, la concurrence entre les trois nations et la tentative de modifier l'équilibre de forces. Les rapports interethniques ne diffèrent pas trop des réalités générales centre-européennes, de Pologne-Lituanie ou de Bohême. Le fait que le système s'est avéré suffisamment viable pour survivre au royaume de saint Etienne a été une conséquence de l'équilibre et la complémentarité des forces intérieures intéressées et du contexte extérieur. Une autre direction qui vaut la peine d'être analysée concerne les rapports entre le pouvoir et la société. Comme les autres structures d'Europe centrale, la Transylvanie a expérimenté la dualité du pouvoir entre la monarchie et les états, qui a fait la spécificité politique de la Monarchie habsbourgeoise⁸ ; malheureusement, en Transylvanie, les forums représentatifs des couches privilégiées ont réussi à prévaloir contre le pouvoir exécutif. Si en Hongrie habsbourgeoise la Diète commence à être dominée par des factions loyales à la Cour, la Transylvanie continue le modèle de la Diète hongroise, dans lequel les citoyens détenaient le pouvoir effectif. La base sociale relativement solide du pouvoir n'a pas été une circonstance suffisante pour accroître l'efficacité institutionnelle, de sorte que le changement du cadre international obligea la principauté à accepter *de facto* l'annulation de son autonomie politique. Les solidarités à l'intérieur des communautés privilégiées se sont avérées suffisamment fortes pour maintenir un relatif *statu quo* interne, mis en cause seulement par la dynamique du processus de modernisation.

Cadre politique et institutionnel

PENDANT LES sept dernières décennies de son existence comme partie intégrante de la Hongrie médiévale, la Transylvanie a connu des changements profonds, tant au niveau institutionnel du voïvodat que dans les rapports entre État et société. Les modifications les plus visibles concernent la manière dont la Transylvanie était perçue dans le cadre du royaume de Hongrie. D'une région située à la périphérie du pays, peu peuplée et importante uniquement comme avant-poste vers l'espace roumain et les Balkans, la Transylvanie devient, dans moins de deux décennies, le centre de l'offensive anti-ottomane et génératrice de solutions politiques pour les crises internes de Hongrie.⁹ La Transylvanie devient importante pour les chroniqueurs du temps – qu'ils soient légats papaux ou diplomates au service des puissances européennes –, qui cherchent à expliquer la position des protagonistes des événements extraordinaires par leurs antécédents personnels ou communautaires. Selon l'exégèse médiévale, cette intensification du rythme de l'histoire est la conséquence du caractère exceptionnel des événements et de l'implication des personnalités locales, au sens de la participation massive à la croisade tardive, avec laquelle s'est identifiée la carrière de Jean Hunyadi et la propagande de son fils, Matthias Corvin. La région de l'intérieur des Carpates était sur la direction de l'avancée ottomane vers le centre d'Europe et en a ressenti les effets dès le règne de Sigismond de Luxembourg (1387-1437). Après la disparition des États balkaniques et suite à la destruction du système de sécurité créé par les alliances entre la Serbie, la Bosnie et la Valachie¹⁰, les comitats transylvains du sud, les possessions saxonnes et surtout le sud du Banat sont devenus des zones de permanent conflit. Outre les conséquences économiques désastreuses, cette situation obligea les habitants à assumer la fonction de défenseurs de la Hongrie et de leurs propres familles. Comme au XIII^e siècle, le pouvoir royal ne disposait pas de moyens pour contrecarrer la menace ottomane, l'appel à la croisade n'ayant plus d'écho en dehors des milieux ecclésiastiques. Une solution qui s'avéra viable fut d'encourager les initiatives locales, avec tous les risques que supposait la consolidation de quelques centres de pouvoir difficiles à contrôler, qui faisaient appel aux solidarités familiales et ethniques, en ignorant les frontières politiques. Ce phénomène n'était pas singulier, tant l'empire et le monde fragmenté des républiques et des monarchies italiennes que les États slaves devaient faire face à la consolidation de certains centres régionaux, capables de capter le support social au nom de l'intérêt patriotique ou civique. L'Europe centrale et de l'Est évoluait à la fin du Moyen Âge sur une voie différente par rapport aux paradigmes institutionnels occidentaux, et la perpétuation des traditions d'un État qui exerçait un contrôle plutôt nominal sur son territoire et ses sujets rendait plus difficile la défense, dans les conditions où la menace ottomane mettait en cause son appartenance à la *christianitas*. La Hongrie était la plus exposée à cet impact, à un moment où la succession dynastique et les ambitions des potentats déclenchaient une série de crises politiques chroniques. Les épisodes de guerre civile alternaient avec des périodes d'interrègne

et de couronnements contestés de souverains, qui se retrouvèrent dégradés au niveau de simples instruments entre les mains des factions qui les soutenaient. Dans ces circonstances, les victoires remportées par Jean Hunyadi sur les Turcs ont été le résultat de l'expérience militaire et de son implication personnelle, ainsi que l'expression des accumulations économiques et des évolutions sociales des régions qu'il contrôlait.¹¹ Le fondateur de la famille Hunyadi et son collaborateur, Ujlaki, avaient, semble-t-il, un mot important à dire dans l'élection et la reconnaissance d'un souverain. L'ascension d'une telle personnalité se produisait en même temps avec celle de la faction qu'il dirigeait, ses proches étant les bénéficiaires du pouvoir politique acquis par le chef.¹² Ces nouveaux facteurs de pouvoir n'ont pas formulé de projets politiques séparatistes, mais leur présence a supposé une série d'innovations institutionnelles visant aussi la Transylvanie. Après la défaite de Varna et le décès du roi Ladislas, par exemple, la Hongrie a été divisée en six parties, dont la Transylvanie, avec la zone de l'est de la Tisza. Une autre expression de l'émergence de quelques personnalités politiques, incompatibles avec le cadre traditionnel du pouvoir, a été le comitat perpétuel, considéré comme une garantie de l'autorité d'un ancien détenteur du pouvoir suprême. Le premier bénéficiaire d'un tel titre fut Jean Hunyadi, après l'avènement au pouvoir de Ladislas le Posthume.¹³ De tels expédients administratifs étaient les signes d'une crise de système de l'État hongrois. La fonction de voïvode jouissait du même prestige et avait la même signification militaire. L'instabilité intérieure et le danger extérieur ont conduit à la consolidation du régime des états, qui, outre leurs attributions juridiques et fiscales, servaient aussi d'instances de mobilisation des forces militaires.¹⁴ La convocation des états offrait l'occasion du renouvellement de l'union fraternelle et de la concrétisation de ses buts, de la préservation des privilèges, qu'ils étaient prêts à défendre contre les Turcs et tout autre ennemi qui aurait tenté de s'en emparer.

Le règne de Mathias Corvin (1458-1490), expression de la supériorité militaire et de la popularité acquise par la faction transylvaine, a représenté une tentative de refaire l'autorité de l'État. Les moyens employés par le pouvoir ont créé une situation ambivalente en Transylvanie. D'abord, l'accès des proches de Hunyadi au corps des magnats s'est fait au bénéfice de quelques nobles transylvains. Le renouveau social s'est fait sentir aussi dans le milieu urbain, alors que la poursuite des combats contre les Turcs a maintenu une certaine tolérance à l'égard des non-catholiques. La relative prospérité économique et le rétablissement de la paix à l'intérieur ont assuré le développement des villes saxonnes, qui ont bénéficié de plusieurs privilèges de la part du souverain.¹⁵ D'autre part, la tentative du souverain de consolider le pouvoir central, ainsi que la diminution implicite des attributions assumées auparavant par les états ont provoqué des mécontentements en Transylvanie, culminant par la révolte des états transylvains en 1467. Les causes invoquées par les rebelles étaient le pillage du pays, la ruine provoquée par la fiscalité du roi et l'attitude négligente en ce qui concerne la défense contre les Turcs.¹⁶ Sans enregistrer le succès escompté, la révolte éclatée dans le fief de la famille Hunyadi fait la preuve des limites de la fami-

liarité face à l'affirmation de l'esprit corporatif. D'autre part, il s'agit d'une tentative de légitimer une action contre le roi par des arguments d'intérêt local et civique, qui prouveront leur force de persuasion au niveau de la société transylvaine. Une telle rhétorique avait été considérée similaire à l'hérésie de la Bohême hussite. La pacification s'est réalisée par plusieurs moyens, depuis les actes de force, les confiscations des propriétés et leur redistribution à ceux qui sont restés loyaux à la Couronne, au pardon accordé à certains rebelles et à la confirmation de quelques privilèges. Le roi et les voïvodes nommés par lui évitèrent de convoquer l'assemblée des états transylvains, bien que les besoins d'ordre administratif eussent imposé la consolidation des institutions du comitat, la standardisation des pratiques de la justice et la multiplication des diplômes d'anoblissement ou de confirmation de la qualité de noble. La Transylvanie fut dirigée par des personnalités fortes, tels Nicolas Csupor (1469-1473) ou Etienne Bathory (1479-1493), qui ont promu la même politique autoritaire, cherchant à éluder les attributions des institutions représentatives. Leur rôle dans la défense du pays face aux attaques ottomanes a été exalté dans les écrits contemporains, mais leur régime interne a généré des réactions de profonde hostilité, qui ont pris la forme des changements politiques, dès que la situation générale en Hongrie se modifia. Un autre changement introduit en Transylvanie sous le règne de Corvin fut représenté par les domaines concédés aux princes régnants de la Moldavie et de la Valachie en Transylvanie. Bien que la Couronne ne fit qu'étendre le modèle de partenariat avec le despotat de la Serbie, ce phénomène doit être lié aussi à l'afflux de réfugiés politiques arrivés d'outre-monts, qui se poursuivra pendant le siècle suivant.¹⁷

L'époque de la dynastie de Jagellon a signifié en Transylvanie le triomphe des Etats sur d'autres formes de pouvoir, même si la proximité ottomane a imposé le maintien d'une forte autorité exécutive. Les représentants des trois nations contrôlaient l'activité des voïvodes Bartholomé Dragfý ou Jean Zapolya, et le ralliement autour de ce dernier après la défaite de Mohacs s'est réalisé sous l'empire de la nécessité de préservation partielle des anciens privilèges du pays. Les corps représentatifs des habitants de Transylvanie évoluèrent dans cette période du stade de forums consultatifs d'importance locale à celui d'institutions représentatives des catégories privilégiées, au rôle délibératif. Légitimées par la force de la tradition, les assemblées des états continuaient à être l'expression de la volonté de la société légale. Elles seront le cadre qui offrira la solution politique pour la Transylvanie, au moment où la question de la restauration de la Hongrie disparaîtra de l'ordre du jour, cédant la place au contrôle assumé par le prince élu.

De *natio nobilium* au *natio hungarica*

LA COUCHE sociale qui dominait la vie politique et économique de la Transylvanie était, comme partout ailleurs, la noblesse, formée de tous les possesseurs de diplômes qui confirmaient leur statut privilégié. Dans l'esprit du paradigme médiéval de la société tripartite, ils étaient les soi-disant *bellatores*, chargés de défendre la société chrétienne et l'ordre de droit et exerçant, aux côtés d'*oratores*, le pouvoir public.¹⁸ Du point de vue juridique, la noblesse transylvaine était une partie composante de la noblesse hongroise et jouissait des mêmes droits. La spécificité de la région et le pluralisme juridictionnel ont créé une série de catégories privilégiées propres à la Transylvanie, aspect rencontré aussi dans d'autres zones de la Hongrie médiévale, telle la Croatie ou la Slovaquie.¹⁹ Les écrits juridiques hongrois tiennent compte de ces particularités, qui sont consignés par des concepts tels *mores partium transilvaniae* ou *consuetudines partis transilvaniae*. Ces différences visent la sphère de la juridiction des comitats et l'autorité exercée sur les sujets domaniaux. La clé de voûte du pouvoir nobiliaire en Transylvanie continue à être représentée par le comitat, dirigé par un officiel nommé par le voïvode et assisté par l'assemblée des notables, qui exerçait l'autorité fiscale et légale. Les sept comitats ont le droit d'envoyer leurs représentants dans les Diètes de la Hongrie ou aux assemblées convoquées par le voïvode ou le vice-voïvode²⁰ ; à partir de la fin du XV^e siècle, la tendance de régulariser la convocation des assemblées représentatives se fait voir en Transylvanie aussi, dans le but clairement exprimé d'assurer le respect des privilèges des vrais fils de la patrie. La lutte permanente contre les Turcs et les affrontements intérieurs fréquents ont offert une bonne occasion d'augmenter le nombre des nobles, qui représentait de 3 à 5% de la population transylvaine.²¹ Ce phénomène fut stimulé par le rôle joué par quelques personnalités d'origine locale dans la politique de la Hongrie, pareillement à la promotion sociale des familiers mis à leur service. La conséquence d'ordre social fut l'augmentation de la petite noblesse, formée de possesseurs de domaines peu étendus et vulnérables aux crises économiques, aux innovations fiscales et aux dévastations qui accompagnaient les invasions turques ou les guerres civiles. Les petits privilégiés ont formé la base sociale de la faction dirigée par Jean Hunyadi, ils se sont ralliés autour de ses projets politiques et en ont assuré le soutien dans la Diète hongroise. Sous aspect idéologique, ils se sont avérés réceptifs au discours patriotique formulé par les humanistes hongrois et personnifié par le héros croisé, hostile à l'influence germanique et à ses adeptes aristocratiques. La petite noblesse hongroise a été cependant incapable de maintenir son importance politique, sa situation économique la plaçant dans le sillage des magnats qui accumulent par usurpation ou donation des domaines de la Couronne et bénéficient de moyens financiers pour assurer leur contrôle sur les familiers. Les voies par lesquelles ces derniers exerçaient concrètement l'autorité sur les habitants, y compris sur leurs égaux du point de vue juridique, sont typiques du Moyen Âge : la capacité d'arbitrer les litiges et la possibilité de leur offrir des privilèges. L'ascension de ces potentats n'a pas pu être freinée,

nonobstant l'effort des Hunyadi de diminuer leur influence par le renouvellement du corps des barons du royaume. Le règne de Mathias Corvin a signifié l'ascension de familles nobiliaires à l'ascendance modeste, qui allaient jouer un rôle décisif dans l'histoire de la Transylvanie. Tel fut le cas des familles Zapolya, Teleky, Taloczy, Orszag ou des collaborateurs transylvains du roi comme les Saxons Pongratz et Gereb. La conduite de nombre de ceux que le pouvoir d'État a favorisés a prouvé les limites du projet de la monarchie centralisée en Hongrie, dans les conditions où ceux qui accumulaient des dignités et des domaines commençaient à adopter la conduite de leur prédécesseurs. La famille Zapolya, par exemple, adhéra à la révolte de 1467.²² La solidarité corporative s'avéra supérieure à la loyauté envers le souverain ainsi qu'aux exigences de la familiarité. Les événements de 1467 constituaient un précédent pour ceux qui allaient conduire à la constitution de la Transylvanie comme principauté autonome sous la suzeraineté ottomane. Pour ce qui concerne les affinités ethniques, nous constatons que les nobles roumains n'ont pas participé à la révolte, excepté Ladislas Olah, le juge royal de Orăștie. Leur conduite les a transformés en bénéficiaires des redistributions de propriété qui ont accompagné les représailles royales. Ioan Ungur de Nădăștia ou Petru Dej de Timișel parviennent à accumuler de vastes domaines, qui les placent parmi les soi-disant *egyvegi*.²³ L'intervention royale n'a pas réussi à détruire les solidarités entre les privilégiés, alors que les engagements politiques extérieurs et les limites institutionnelles ont imposé la collaboration avec ces derniers. La Transylvanie était dirigée par des voïvodes issus de la noblesse locale, personnalités qui se font remarquer dans les combats contre les Turcs et deviennent des facteurs de légitimation de la position de leur propres familles. C'est le cas d'Etienne Bathory, qui en qualité de voïvode de la Transylvanie a institué un régime autoritaire, provoquant le mécontentement des États. Sa position est renforcée par son implication active dans les combats contre les Turcs, tellement importants pour la propagande du roi et la sécurité des habitants. Il reste, avec Paul Kinsz, dans la mémoire du public européen comme le vainqueur de Câmpul Păinii (le Champ du Pain)(1479), et sa déposition dans le contexte de la restauration des libertés nobiliaires après la mort de Mathias Corvin n'a pas diminué de manière significative l'influence des autres membres de la famille à la Cour.²⁴ Le clan Bathory s'imposera à la tête du parti des magnats et se fera fort de sa fidélité au roi Louis I^{er} dans l'aventure qui se terminera par la défaite de Mohacs. Le parti opposé était dirigé par le voïvode de la Transylvanie, Jean Zapolya (1510-1526), lui aussi impliqué dans le combat anti-ottoman, en Transylvanie et en Valachie. Ce groupement national s'oppose à l'influence de la Maison d'Autriche et de ses agents politiques et économiques en Hongrie, trouvant dans le potentiel militaire de la petite noblesse les solutions pour sauver le pays.²⁵ Même si le programme patriotique n'a pas pu empêcher la désintégration des pays de la Couronne du Saint Etienne, il a généré un projet politique dans l'expression sublimée de la Principauté de Transylvanie et son intention de perpétuer les traditions hongroises sous la forme de libertés nobiliaires, en dehors de l'universalisme cosmopolite de la Monarchie des Habsbourg.

Une question de grand intérêt concerne la nation nobiliaire et la dimension ethnique qu'elle a vêtue en Transylvanie. Comme nous l'avons précisé ci-dessus, *natio nobilium* était une entité collective formée d'individus qui se définissaient par un statut légal, sans nulle connotation ethnique explicite. Le concept de *nobilis hungarus* a une acception sociale et politique, qui s'appliquait aussi à ceux d'une autre ethnie, mais originaires de Hongrie. Les Arpadiens ont octroyé des privilèges nobiliaires à des hôtes germaniques, latins ou slaves, et ceux-ci ont fini par fonder de grandes familles de magnats. La complexité de la mentalité médiévale se soustrait à la compréhension restreinte supposée par la lecture des documents de la Diète ou l'interprétation stricte des textes de chancellerie. Le terme *natio* a incorporé dès le début l'idée de naissance, d'origine, avec un sens ethnique et familial implicite. De telles valeurs ont une importance beaucoup plus grandes pour ceux qui jouissent de privilèges, en raison de la légitimité conférée par l'ascendance illustre. Les diplômes nobiliaires hongrois contiennent d'ailleurs d'amples références aux mérites acquis au service du roi. Les sensibilités ethniques se font sentir en Transylvanie dans une ambiance apparemment hostile, dans le contexte de la croisade tardive. Le sens individuel et familial est subordonné à une acception collective, alors que l'origine commune devient le fondement des réalités étatiques et sociales.²⁶ Dans le cas de la noblesse hongroise, son évolution vers une conscience ethnique mûre est jalonnée par l'identité confessionnelle que lui conféraient les décrets du roi Louis I^{er}, qui conditionnait la qualité de noble de l'appartenance au catholicisme. La mission des croisés est parvenue à son apogée à la fin du Moyen Âge. Le nationalisme médiéval hongrois incorpore sous cette forme un sens presque messianique, qui en Bohême voisine avait animé le mouvement hussite et généré ce que les historiens modernes de l'idée de nation ont appelé la phase jacobine du nationalisme tchèque. À la différence de la petite noblesse tchèque, qui trouvait dans l'enthousiasme mystique et dans la réforme de l'Église les sens de la mission salutaire des Tchèques en relation avec le monde chrétien, les nobles hongrois de la Transylvanie féodale ont identifié les intérêts de leur pays à la cause chrétienne, restant fidèles aux autorités apostoliques, mais réservés en ce qui concerne les relations avec les nations voisines, potentiellement ennemies. L'exclusivisme du nationalisme nobiliaire hongrois s'est manifesté en Transylvanie, où la carrière de succès de la famille Hunyadi attirait l'attention sur une nouvelle catégorie privilégiée.

L'historiographie roumaine a soulevé au cours des dernières décennies la question de la noblesse roumaine et du rôle qu'elle a joué dans la défense de l'Europe chrétienne contre le danger ottoman.²⁷ L'ascension de Jean Hunyadi a sans doute été le résultat de ses qualités personnelles et d'un cumul de circonstances favorables, mais il est impossible de le séparer du milieu d'origine et de sa famille du comitat de Hunedoara. Les sources contemporaines autorisées ont relevé l'importance de son origine roumaine, soulignant à quel point sa nation a tiré profit de sa carrière²⁸, tandis que ses adversaires ont contesté à son fils la succession au trône en invoquant sa modeste descendance roumaine, de nature à invalider ses prétentions à la couronne

de saint Étienne. La mutation survenue dans l'appréciation des Roumains au niveau d'une même génération est significative de l'importance acquise par l'origine familiale et ethnique dans l'ambiance de la croisade transnationale. C'est un processus qu'on peut suivre à long terme dans le cas de toute la noblesse roumaine. Les faits d'armes de Valachie, des Balkans ou de Slovaquie ont généré une série d'actes de donation en faveur des protagonistes et de leurs familles, alors que le potentiel militaire des Roumains de Hațeg et de Banat est devenu un enjeu politique. Le règne de Ladislas le Posthume a significé entre autres l'élaboration d'un formulaire spécial utilisé par la Chancellerie royale pour les diplômes destinés aux nobles roumains.²⁹ Leur ascension était favorisée aussi par le contexte confessionnel créé par l'union de Florence (1439), suivie par la publication du bien connu *Decretum Ruthenorum*, qui proclamait l'égalité des droits entre le clergé uni et celui latin. L'union, qui semble avoir eu ses partisans parmi les nobles et les clercs roumains, n'a pas répondu aux ambitieux projets pontificaux, mais a tout de même favorisé un certain rapprochement entre les élites roumaine et hongroise.³⁰ La politique du roi Mathias Corvin a créé un parti des Roumains à la cour de Buda, sans pour autant qu'il devînt un parti roumain au sens politique et corporatif de l'époque. La royauté, d'autre part, n'avait aucun intérêt à aider à la formation d'un autre état privilégié, susceptible de développer des manifestations centrifuges par rapport au centralisme de l'État. Les documents attestent en tout cas la multiplication des privilèges émis en faveur de certains Roumains, ainsi que le droit de propriété des Corvin sur le domaine de Hunedoara jusqu'en 1508.³¹ La modification de la position des Roumains en Transylvanie a aussi été favorisée par le resserrement des rapports, dans le contexte de la croisade, avec les princes régnants des pays roumains ou avec certaines factions des boyards roumains. Les domaines concédés à Étienne le Grand et aux princes régnants valaques avaient le sens d'une translation des normes de vie roumaines officielles sur le sol transylvain, fait qui engendra une série de conflits entre les dignitaires moldaves et les comitats.³² Le support matériel assuré par ces domaines a encouragé l'organisation d'une hiérarchie religieuse roumaine. Si la dimension xénophobe du discours nobiliaire hongrois a principalement visé les anciens ennemis germaniques, de telles réactions sont consignées au début du XVI^e siècle contre les Roumains, et cela longtemps avant que Michel le Brave eût mis en cause le rapport de forces en Transylvanie. L'entrée des Roumains en concurrence, réelle ou supposée, pour le statut de champions de la croisade, poussa le palatin Pal Thomory à conseiller au roi de commencer seul le combat contre les Turcs, sans attendre l'arrivée des forces transylvaines, afin de ne pas partager la gloire de la victoire avec les Roumains. La carrière politique d'un autre noble roumain, celui-ci de Făgăraș, le voïvode Étienne Mailath, et sa tentative de séparer la Transylvanie de Hongrie détermina Antoine Verancsics à l'accuser de vouloir, à l'instar de la Valachie et de la Moldavie, reconnaître la souveraineté des Turcs.³³ L'inquiétude au sujet de l'ascension de certains officiels roumains – loyaux au royaume –, est visible aussi dans les milieux ecclésiastiques.

À la mort de Nicolaus Olahus, un évêque hongrois exprimait sa satisfaction que la fonction de primat de Hongrie reviendrait à un *hungarus*, tel qu'elle avait été auparavant.³⁴ Les Roumains n'ont été acceptés parmi les officiels transylvains qu'à condition de s'intégrer totalement dans la *natio hungarica*, en embrassant sa langue et sa confession. Les privilèges et l'esprit corporatif semblent avoir été plus forts dans les familles roumaines, qui partagèrent pendant la guerre civile les positions de l'ordre auquel elles appartenaient. Un exemple en ce sens est la conduite des nobles du comitat de Hunedoara, qui restèrent fidèles au voïvode Zaploya dans sa dispute avec Ferdinand de Habsbourg et participèrent activement à la défense du pays contre les différentes invasions.³⁵ Des événements tel le soulèvement des nobles, qui aboutit à l'exécution de Aloisio Gritti, avec la participation des Roumains d'outre-monts, constitue une autre manifestation du particularisme transylvain, hostile à toute innovation étrangère.³⁶

La domination politique de la noblesse transylvaine continua après la disparition de la Hongrie médiévale, développant une identité corporative que la spécificité identitaire hongroise et la nouvelle confession calviniste ont transformé en conscience ethnique.

La nation saxonne

LA DEUXIÈME composante du système de privilèges en Transylvanie est la *natio saxonica*, soit la communauté de hôtes germaniques du sud du pays. Les fondements juridiques de leur position sont à chercher dans le *Decretum Andreanum* (1223), considéré comme la vraie constitution des Saxons. Comme partout en Europe centrale, les Saxons s'identifient au monde urbain, les localités fondées par eux reprenant *telle quelle* les statuts et le droit de l'empire (les principales villes de Hongrie et de Transylvanie auront une majorité germanique jusqu'au XIX^e siècle).³⁷ Leur statut d'étrangers les plaça en une position ambivalente par rapport au pouvoir souverain et aux états transylvains. Le premier garantissait leurs privilèges et leur immunité, en échange d'obligations bien réglementées, mais leur force réelle découlait de la capacité des communautés saxonnes de gérer les avantages que leur conféraient la position géographique et les relations économiques. Habitant une région frontalière riche en ressources, ils ont réussi à s'imposer en tant que partenaires indispensables de la royauté hongroise, du voïvode de Transylvanie et des princes régnants roumains, à maintenir et même amplifier les liens culturels et économiques avec l'espace d'origine et surtout à affirmer leur individualité ethnique et corporative. Outre la composante linguistique, la préservation de leur autonomie institutionnelle a été définitoire pour l'identité des Saxons. Les *sièges* saxons, expression du particularisme juridique, ont continué à avoir un caractère fonctionnel, une relative standardisation des pratiques légales étant introduite à partir de la seconde

moitié du XV^e siècle.³⁸ Si la tentative de renforcer leur organisation spécifique au niveau d'une structure ecclésiastique distincte se heurta à l'opposition de la noblesse hongroise et de la hiérarchie transylvaine, la dynamique politique et économique de la fin du Moyen Âge a favorisé la consolidation des positions de la nation saxonne. Le besoin de ressources économiques pour le combat anti-ottoman obligea la Couronne à se solidariser avec les intérêts du patriciat urbain de Braşov, Bistriţa et Sibiu, devenus prioritaires sur l'agenda hongroise en Europe du Sud-Est. Les privilèges des commerçants saxons gouvernent les relations de la Hongrie avec les princes régnants roumains, alors que les communautés germaniques mènent leur propre politique avec les principautés roumaines, offrant asile aux prétendants au trône et aux réfugiés politiques.³⁹ Le besoin d'un accès direct au Danube et aux cités maritimes, de même que les attaques turques qui visaient directement leurs territoires obligèrent les communautés saxonnes à s'impliquer dans l'effort anti-ottoman, à la manière pragmatique de l'époque. Leur contribution militaire se réduisait généralement aux contingents établis par *Andreanum*, les unités saxonnes étant mentionnées aux côtés de celles des Roumains à Câmpul Pâinii (Champ du Pain).⁴⁰ Les magistratures saxonnes et notamment les habitants de Braşov apportent aussi une aide financière et en armes aux princes régnants roumains et au voïvode de Transylvanie. Leur force est démontrée par le fait que le règne centralisateur de Mathias Corvin a dû agir au service de la consolidation administrative de leur pouvoir, par la fondation de l'*universitas saxonum*, comprenant les sept sièges et les districts de Braşov et Bistriţa.⁴¹ Leur statut de minoritaires a contribué à la formation plus rapide d'une conscience identitaire, structurée dans les paradigmes de l'humanisme germanique. Les chroniqueurs saxons sont les premiers à approcher systématiquement le thème de l'origine des peuples de Transylvanie, d'un point de vue qui puisse servir à leur cause. Le terme *natio saxonica* est employé à cette époque dans les documents juridiques et les résolutions des assemblées des états. La démarche historique est secondée par le souci systématique pour le respect des libertés urbaines, qui étaient menacées par les ingérences de la noblesse et du roi. Les magistratures s'opposent constamment à l'établissement des Roumains sur le *fundus regius*, opposition qui prend parfois des formes violentes⁴², alors que l'anoblissement de certains citoyens ou l'établissement de quelques nobles dans les villes libres se fait uniquement à la sollicitation du roi. Une autre expression de l'identité nationale des Saxons est donnée par leur adhésion aux projets politiques liés au monde germanique. Même si les relations avec les Hunyadi ont été assez cordiales, pour des raisons pratiques, le patriciat s'est situé du côté du roi Ladislas le Posthume et du parti pro-impérial. Ces sympathies se manifestèrent également en 1490, lorsque la cause de Maximilien de Habsbourg risquait de devenir dominante en Transylvanie, dans les conditions où l'on comptait aussi sur la collaboration de la Moldavie. La guerre civile qui opposa les partisans de Jean Zapolya à la faction pro-impériale rallia au début des villes du sud de la Transylvanie autour de cette dernière, avec toutes les pertes que leur causèrent les interventions

des princes régnants roumains en faveur des alliés du sultan. Des dissensions apparurent au sein des magistratures saxonnnes au sujet de la collaboration avec Petru Rareș, considéré comme le maître effectif du pays.⁴³ La réforme religieuse a donné l'occasion à l'affirmation d'une identité religieuse, suite à l'adoption des thèses de Luther. Les Saxons se définirent désormais comme *christiani*, ce qui témoigne de leur effort permanent de se délimiter des autres nations de la principauté transylvaine. Leur importance politique et économique leur a assuré une position distincte dans le système des trois nations politiques, garantissant à leur foi le statut de religion reçue.

Natio siculorum

LA COMMUNAUTÉ qui a ressenti autrement les transformations de l'époque est celle des Sicules. Redoutables en tant que défenseurs de la frontière pendant les siècles précédents, ils se sont forgé une identité principalement militaire et de clan, qui allait inévitablement subir le choc généré par les nouvelles relations sociales et économiques de la périphérie de l'Europe centrale. Comme les Saxons, ils disposent de leurs propres unités administratives et juridiques, bien que les sièges sicules n'aient pas atteint les performances administratives de leurs équivalents germaniques. La fonction militaire même est un facteur de déstructuration des communautés, étant donné que les Sicules qui se distinguent sur le champ de bataille obtiennent des diplômes d'anoblissement et deviennent une partie de la couche sociale dominante.⁴⁴ Quoiqu'ils participent à l'effort militaire anti-ottoman, les Sicules font l'objet des abus et des pressions du pouvoir. En 1493, les Sicules accusaient le voïvode Étienne Bathory, qui remplissait aussi la fonction de *comes* des Sicules, de vouloir supprimer l'état des Sicules et d'avoir fixé des charges féodales à leurs notables.⁴⁵ La déposition du voïvode n'a toutefois pas signifié l'amélioration de la situation des Sicules, qui reviendraient en 1499 avec les mêmes accusations, dirigées cette fois contre le voïvode Bartholomé Dragfy.⁴⁶ La défensive à laquelle ils sont astreints pendant cette période les transforme en facteur de potentielle révolte et en récepteurs des discours critiques à l'adresse du roi et des magnats. Des appels à la croisade populaire et des critiques à l'adresse de la manière dont les magnats daignaient défendre le pays circulaient dans les milieux des Sicules et de la petite noblesse. Leur rôle dans le soulèvement dirigé par Gheorge Doja a fait croître la méfiance à leur égard, de sorte que la nécessité de défendre la frontière sud du pays a été la seule raison pour laquelle les Sicules ont continué à faire partie du système politique et de privilèges élaboré pendant la première moitié du XVI^e siècle.

Conclusions

EN 1556, la Transylvanie s'affranchissait de l'occupation militaire habsbourgeoise, la dernière tentative de mise en pratique des prétentions de Ferdinand de Habsbourg sur cette partie de son héritage hongrois. La succession revenait à Sigismond Zapolya, le fils de l'ancien voïvode, mais les véritables vainqueurs étaient les privilégiés locaux, dont les institutions et les moyens se sont avérés capables de contester la souveraineté de la première maison royale d'Europe et de résister en tant qu'entité distincte sur l'orbite de l'universalisme islamique. La solution choisie fut celle d'une principauté autonome placée sous la souveraineté turque, pour laquelle avaient opté aussi la Valachie et la Moldavie. La société a fait un effort général pour préserver son identité sociale et ethnique face aux projets intégrationnistes extérieurs et pour harmoniser ses intérêts par un compromis raisonnable. Le succès du projet politique et sociétal transylvain esquisse à petite échelle l'évolution de toute l'Europe danubienne, où les noyaux ethniques ont évolué dans un climat de volatilité politique et d'incertitude socioéconomique, s'avérant suffisamment vitaux pour résister aux tentatives d'uniformisation et annihilation et évoluant vers la conscience nationale, cette fois dans les paradigmes de la modernité.

Le système politique et de privilèges de Transylvanie n'a pas connu, au cours du XV^e siècle et dans la première moitié du siècle suivant, les expériences révolutionnaires des zones adjacentes, même si la vague contestataire et la dynamique des relations sociales et confessionnelles y ont mis en cause l'équilibre de forces cristallisé auparavant. La nécessité vitale de chaque communauté privilégiée de trouver des formules de préservation de sa propre identité a fait que les paradigmes médiévaux fussent considérés par les parties impliquées comme préférables à la discorde qui avait causé la ruine du royaume. Ce pluralisme s'est cependant manifesté dans le contexte de l'affirmation évidente de la conscience ethnique des Hongrois, des Roumains, des Saxons et des Sicules.



Notes

1. Engel Pal, *The Realm of Saint Stephen: a Medieval History of Hungary*, London-New York, 2002, p. 378-391.
2. Ștefan Andreescu, *Restitutio Daciae*, volume I, Bucarest, 1980, *passim*.
3. Kopeczi Bela, *Histoire de la Transylvanie*, Budapest, 1992, p. 187-191.
4. Ioan-Aurel Pop, *Românii și maghiarii în secolele IX-XV*, Cluj-Napoca, 1996, p. 112.
5. Ioan Drăgan, *Nobilimea românească din Transilvania în perioada 1440-1514*, Bucarest, 2002, p. 37.

6. Pour des détails voir Kopeczi Bela, *op. cit.*, p. 132 et sq.
7. Ioan-Aurel Pop, *Istoria Transilvaniei: de la etnogeneza românilor la epoca lui Mihai Viteazul, Cluj-Napoca, 1996*, p. 68 et sq.
8. Jean Berenger, *Istoria Imperiului Habsburgilor, (1273-1918)*, Bucarest, 2000, p. 17.
9. Tudor Sălăgean, *Ioan Kemeny și Iancu de Hunedoara*, p. 14.
10. Pal Engel, *The Realm of Saint Stephen, a Medieval History of Hungary*, London, 2001, p. 389.
11. Camil Mureșanu, *John of Huniady: Defender of the Christendom*, Oxford, 1990, p. 54.
12. Voir Ioan Drăgan, *op. cit.* p. 48-53.
13. Engel Pal, *op. cit.* p. 254.
14. David Prodan, *Supplex Libellus Valachorum*, Cluj-Napoca, 1964, *passim*.
15. Gustav Gundisch, *Patriciatul săsesc al Sibiului în evul mediu, Transilvania și sașii ardeleni în istoriografie*, Sibiu, 2001, p. 21.
16. Gheorghe I. Brătianu, *Adunările de stări în Europa*, Bucarest, 1990, p. 169.
17. Voir la contribution de Nicolae Edroiu sur ce thème dans le volume *Ștefan cel Mare: cinci sute de ani de la naștere*, coord. Alexandru Zub, Iași, 2004, p. 216
18. Jaques Le Goff, *Notă asupra societății tripartite*, in „Pentru un alt ev mediu”, Bucarest, 1996, p. 84.
19. Pour des détails voir Ioan Drăgan, *op. Cit.* p. 19.
20. A. Dorner, « Transilvania între autonomie și criză » in *Istoria Transilvaniei*, volume I, coord. Ioan-Aurel Pop, A. Maghiary et Thomas Naghler, Cluj-Napoca, 2005, p. 149.
21. Dans les pays occidentaux le nombre de nobles touchait à peine 1%. Voir Dragan.
22. Pour des détails, voir Ioan Drăgan, *op. Cit.* p. 43.
23. *Ibidem*, p. 56-59.
24. Engel Pal, *op. cit.* p. 329.
25. Florian Dumitru Soporan, « Afirmarea Monarhiei Habsburgice în Europa Centru-Orientală », in *Studia Medievalia*, I, Cluj-Napoca, 2004, p. 263 et sq.
26. Idem, *Naștinea medievală în Europa Centrală și de Est, secolele XIII-XVI*, Cluj-Napoca, 2008, p. 36.
27. Marius Diaconescu, *Nobilimea românească din Transilvania*, Satu-Mare, 1996, p. 34 et sq.
28. Ioan-Aurel Pop, *Istoria Transilvaniei*, vol. I, Cluj-Napoca, 2004, p. 142.
29. Ioan Drăgan, *op. cit.* p. 64.
30. Voir A.A. Rusu, *Ioan de Hunedoara*, Satu-Mare, 1998, p. 45-52.
31. Ioan-Aurel Pop, « Privilegiile obținute de români în timpul lui Matya Corvinul », in *Revista de Istorie*, tome, II, 1994, p. 667-677, p. 21.
32. Ioan Drăgan, *op. Cit.* p. 92.
33. Florian Dumitru Soporan, *Afirmarea*, p. 275.
34. Ioan-Aurel Pop, « Sensibilități etnice și confesionale în Transilvania în timpul lui Nicolaus Olahus », in *Anuarul Institutului de Istorie Cluj-Napoca*, XXXIII, 1994, p. 211-219.
35. Ioan-Aurel Pop, « Nobilii români din comitatul Hunedoarei în timpul războiului civil », in *Anuar*.
36. Adriano Papo, Gisela Nemeth, « L'Ultimo viaggio Ungaria e la tragica fine de Ludovico Gritti nelle diverse versioni delle cronache e dei documenti caevi (I) », in *Transylvanian Review*, IX, 2000, 4, p. 73-89.
37. Gustav Gundisch, *op. cit* p. 25.
38. Pour des détails voir A. Dorner, *op. cit.* p. 159.

39. Șerban Papacostea, *Statele medievale românești*, Cluj-Napoca, 1988, p. 69-83.
40. Camil Mureșanu, *op. cit. passim*.
41. Ioan-Aurel Pop, *Românii și maghiarii*, Cluj-Napoca, 1998, p. 183.
42. Nicolae Iorga, *Istoria românilor*, vol. III, Bucurest, 1931, p. 215.
43. Radu Constantinescu, *Transilvania și Moldova în timpul lui Petru Rareș*, Bucurest, 1978, p. 56 et sq.
44. Ioan-Aurel Pop, *Istoria Transilvaniei, de la etnogeneza românilor la Mihai Viteazul*, Cluj-Napoca, 1996, p. 104.
45. Ileana Căzan, Eugen Denize, *op. cit.* p. 126.
46. Voir le recueil *Mișcări sociale ale seculor*, coord. L. Demeny, Bucurest, 1985, p. 43 et sq.

Abstract

Perspectives ethniques et stratégies sociales en Transylvanie
Entre la seconde moitié du XV^e siècle et la première moitié du XVI^e siècle

The historical period beginning with the great successes of the Late Crusade and ending with the consolidation of Principality of Transylvania like a consequence of the Ottoman march to Central Europe and the disappearance of the Medieval Kingdom of Hungary generated big challenges for the political factors and for the communities. The memory of observers and the historical writings propose the image of a time dominated by the military and political disputes, a history of personalities. Other analyses regard the changes who affect the confessional and devotional developments and the genesis of the theological alternatives as a consequence of the Protestant and Catholic Reform. For Transylvania, this end of the Middle Age and the begun of the Modernity signified a moment of important political changes, the former structure of the Kingdom of Hungary became a separate principality under Ottoman authority, like the other two Romanian states, governed by the significant participation of his inhabitants. The importance of the leaders is very important for the understanding of the meanings of events, but a correct research illustrate a relation of determination between the success of a political project and the leader's capability to mobilize a social support from his ethnic and social community. This relation is a result of the Transylvanian developments, here taking place a proper connection between ethnic solidarity and the privilege status. These reasons justified the study of the behavior of ethnic and social groups, their feelings and disponibilities for confrontations and partnership. The expressions of ethnical solidarities documented for the Europe of the XVth Century is a reality in Transylvania itself and the last argument for this is the pluralism of the images proposed for the political subject consolidated after 1556. The ancient alliance of the noble estate and the nations of German colonists and Sikuli could be the solution for the preservation of the social and political system, but this original construction is not to be considered an example of tolerance. The three nations and the four religious communities who participated at political decisions propose their own outlooks concerning Transylvania and the dynamics of changes who assured the documentations of a Romanian ethnic conscience has here her first meanings.

Key words

ethnical solidarity, the XVth century Transylvania, religious communities